Questions orales

● (1410)

L'HABITATION

DEMANDE D'INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA
CRISE DU LOGEMENT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU
RÈGLEMENT

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, aux termes de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion sur une question urgente. Vu la rareté actuelle des fonds hypothécaires et, partant, la montée en flèche des taux d'intérêt, vu aussi les prévisions du directeur général adjoint de la Banque Royale selon lesquelles le prix des maisons au Canada augmentera de 15 p. 100 d'ici la fin de l'année en cours, je propose, appuyé par le député de York-Simcoe (M. Stevens):

Que le gouvernement présente immédiatement de nouvelles mesures pour remédier à la crise du logement.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La motion proposée aux termes de l'article 43 du Règlement ne peut être acceptée sans consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: A l'ordre; il n'y a pas consentement unanime.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES DÉBARDEURS DU QUÉBEC—LES INTENTIONS
DU GOUVERNEMENT QUANT À L'APPLICATION DE LA LOI
PRESCRIVANT LA REPRISE DU DÉBARDAGE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre du Travail, puis-je poser ma question au ministre de la Justice ou au premier ministre suppléant? Suite aux entretiens que le ministre du Travail a eus hier avec les représentants des syndicats, peut-on savoir où en est la situation des débardeurs des ports du Saint-Laurent?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail poursuit une série d'entretiens relatifs au débardage dans les ports. En même temps, nous prenons les dispositions nécessaires pour faire appliquer la loi spéciale adoptée la semaine dernière par le Parlement afin d'obtenir une ordonnance pour que les intéressés s'y conforment.

M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il préciser quelles mesures ses associés et lui prennent pour que les parties en cause se conforment à la loi?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, j'ai parlé d'une demande d'ordonnance visant l'association d'employés afin qu'elle se conforme aux dispositions de la loi. Il nous a fallu

[M. l'Orateur.]

établir les faits à l'appui de l'ordonnance, ensuite, donner le préavis nécessaire aux parties en cause. C'est là où nous en sommes.

M. Stanfield: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quelles sont les parties en cause—je ne veux pas de nom, mais une description.

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je parlais des cinq syndicats en cause.

LA GRÈVE DES DÉBARDEURS AU QUÉBEC—LA
DÉSŒBÉISSANCE DE CERTAINS SYNDIQUÉS À LA LOI
PRESCRIVANT LA REPRISE DU DÉBARDAGE—LES INTENTIONS
DU GOUVERNEMENT

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant? Le Parlement ayant adopté la semaine dernière une loi enjoignant aux membres de ces syndicats de retourner immédiatement au travail, le gouvernement est-il d'avis que, lorsque le Parlement adopte pareille mesure et que les syndiqués reçoivent l'ordre de reprendre le travail, leur désobéissance est normale?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Non, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Justice a exposé les mesures que le gouvernement a prises pour faire respecter la loi.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

L'APPARENTE DISCRIMINATION À L'ENDROIT DES
AUTOCHTONES LORS DU DÎNER EN L'HONNEUR DU PRINCE DE
GALLES—DEMANDE D'ENQUÊTE ET DE LIMOGÈGE DU
COMMISSAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant, monsieur l'Orateur. Étant donné le rapport fait tout d'abord à la télévision hier soir et répété dans les journaux ce matin au sujet d'un banquet organisé par le commissaire des Territoires du Nord-Ouest en l'honneur du prince de Galles, où il n'y avait que 22 autochtones sur les 350 invités, alors que ces gens constituent les deux tiers environ de toute la population de cette région, peut-il nous dire si le gouvernement a mené une enquête sur la véracité du rapport?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas mené d'enquête. Je m'attends au prochain retour à Ottawa du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il est allé rencontrer les autochtones dans le Nord. Je n'ai vu, naturellement, que ce qui a paru à la télévision. Tous, les autochtones y compris, semblaient très joyeux de célébrer la visite du prince de Galles.

M. Broadbent: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme d'habitude, le premier ministre suppléant ne semble pas avoir compris. Le gouvernement considère-t-il que c'est là une représentation suffisante des autochtones des Territoires du Nord-Ouest? Le ministre trouve-t-il que l'on peut estimer comme bonne et suffisante une représentation par 22 membres de la population autochtone de cette région—là du pays?